

Génocide au Rwanda: les ratés de la mémoire

Le souvenir des événements tragiques de 1994 continue de diviser la société rwandaise

PAR FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE

Organisée par une association de rescapés, une exposition au Luxembourg retrace «Les cent jours du génocide des Tutsi»⁽¹⁾. La mémoire des événements de 1994 continue de diviser la société rwandaise.

Au stade Amahoro de Kigali, des cris de détresse ont surgi de l'assistance tandis qu'un rescapé tutsi déroulait son insoutenable récit devant les 30.000 spectateurs, dont le président (tutsi) Paul Kagame et quelques chefs d'Etat africains. C'était le 7 avril dernier, lors de la commémoration des 20 ans du génocide. La Croix-Rouge a dû évacuer des dizaines d'hommes et de femmes qui revivaient en direct toute l'horreur des événements de 1994. Tout autour du stade, des banderoles étaient déployées avec l'inscription Kwibuka (se souvenir), flanqué de deux autres mots: unité et renouveau.

La mémoire est le socle du nouveau Rwanda. Les autorités ont ainsi entrepris les démarches pour inscrire quatre sites de massacres (Gisoyi, Ntarama, Murambi et Bisesero) sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, où figure déjà le camp de concentration d'Auschwitz: «Ce sont des lieux universels, car c'est le monde entier qui a été offensé par ce qui s'est passé au Rwanda», affirme Jean Butoto, de la Commission nationale de lutte contre le génocide (CNLG). Ce seront

à la fois des lieux de mémoire, de recueillement, d'éducation à la paix et de conservation des preuves».

Une frontière floue

Entre mémoire et pouvoir, la frontière est parfois floue. Applaudi comme le libérateur «qui a arrêté le génocide», Paul Kagame est accusé de l'instrumentaliser pour conforter sa mainmise sur le pays. Combien d'opposants n'ont-ils pas mis en prison sous prétexte de «propagation de l'idéologie génocidaire»? Ne renvoie-t-il pas régulièrement aux Occidentaux leur culpabilité de n'avoir rien fait pour empêcher les massacres? De quoi les dissuader d'en suite demander des comptes au ré-

gime sur la répression des libertés politiques ou sur des massacres restés impunis, au Rwanda comme au Congo. A ce jour, aucun membre du régime n'a jamais été jugé, et les rares condamnations au Rwanda même n'ont concerné que des subalternes.

Dans l'autre camp, le devoir de mémoire connaît également de sérieux ratés. De nombreux génocidaires sont toujours en liberté. Mentant sur leur passé, ils avancent les théories suspectes du «double génocide» qui consistent à noyer leurs propres responsabilités et à transformer les bourreaux en victimes. D'autre part, des rescapés hutu veulent qu'on reconnaisse leurs

souffrances aussi. Du coup, les organisations de survivants comme Ibuka («Souviens-toi»), qui organise l'exposition de Luxembourg, sont parfois malmenées de tous les côtés. Y compris en son sein même. «Ibuka est devenu un instrument au service du FPR (le parti au pouvoir), qui ne s'intéresse aux rescapés que si cela sert ses intérêts», dénonce Pacifique Kabalisa, un de ses anciens membres.

«Ibuka, un instrument du régime? C'est archifaux!, rétorque Déo Mazina, qui a présidé les commémorations du 20^e anniversaire en Belgique. La preuve? Nous nous sommes battus pour que l'Etat consente enfin à nommer le génocide

«des Tutsi», ce qu'il rechignait à faire dans un souci sans doute d'intégrer tous les Rwandais». Le premier président de l'après-génocide, Pasteur Bizimungu, était d'ailleurs un Hutu, tout comme le Premier ministre Faustin Twagiramungu, qui a dû, lui aussi, fuir la terreur des extrémistes. Du coup, ne faudrait-il pas associer les victimes hutu aussi? «Nous reconnaissons que des Hutu ont été emportés dans les massacres», répond Déo Mazina, mais avec cette précision: ils n'ont pas été tués parce qu'ils étaient Hutu, mais parce qu'ils protégeaient des Tutsi ou parce qu'ils s'opposaient au régime. Le génocide n'a visé que les Tutsi».

Du coup, les Hutus se sentent parfois diabolisés «comme si nous étions nés avec des gènes de tueurs», se désole Faustin Twagiramungu. Aujourd'hui, le devoir de mémoire continue de diviser la communauté rwandaise. Tant que l'ensemble des faits ne seront pas reconnus, tant qu'une commission de type «vérité et réconciliation» ne sera pas mise en place, tant que le pays continuera de dépendre d'un homme fort et non d'institutions fortes, le renouveau du Rwanda risque de rester fragile. Vingt ans après le génocide, le pays n'a changé qu'en surface.



Le Rwanda, un pays figé dans l'insoutenable mémoire d'un génocide.

(PHOTO: REUTERS)

(1) «Les cent jours du génocide des Tutsi, 1994-2014», exposition de dessins et de photos, au Forum Campus Geeseknapchen, 40, boulevard Pierre Dupong, Luxembourg. Entrée libre jusqu'au 31 mai, de 10 à 19h (le samedi de 7 à 12 h).